

Le diagnostic territorial constitue une étape importante dans la construction d'une stratégie pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire sur un territoire. Il s'agit, en effet, de proposer un regard quantitatif et qualitatif sur la réalité de l'ESS sur le territoire et ainsi de définir ses caractéristiques, ses atouts, ses faiblesses et ses potentialités.

Le diagnostic devient ainsi un outil de connaissance, de reconnaissance, de prospective et d'aide à la décision.

Cette publication présente les principaux éléments du travail mené sur la Communauté d'Agglomération de La Roche-sur-Yon, en collaboration avec le Centre d'Études et d'Action Sociale de la Vendée.

Jacques STERN
Président de la CRESS

L'Économie Sociale et Solidaire

Fondée sur des principes démocratiques, l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) regroupe les **associations**, les **coopératives**, les **mutuelles** et les **fondations**. Quel que soit le statut juridique choisi, il s'agit de groupements de personnes qui s'associent autour d'un **projet commun et collectif à vocation économique et sociale**.

L'ESS se situe à l'intersection de l'économie marchande et de l'économie publique, relevant à la fois du marchand et du non marchand.

Elle est présente au quotidien dans **tous les secteurs d'activité** : médico-social, services à la personne, insertion, culture, sport, environnement, etc.

Le dénominateur commun entre les 4 familles est le respect de principes fondamentaux :

- La primauté de l'homme sur le capital
- La non-redistribution individuelle des profits réalisés
- La démocratie fondée sur le principe « 1 personne, une voix »
- La libre adhésion
- La solidarité

Communauté d'Agglomération de

La Roche-sur-Yon

15 communes,
94 500 habitants

L'agglomération de La Roche-sur-Yon compte une population de 94 500 habitants répartie sur 15 communes. La ville de La Roche-sur-Yon compte à elle seule 55 800 habitants soit 60 % du poids de la population de l'agglomération. Depuis plus de 20 ans, le territoire maintient une forte évolution démographique (+ 1 % par an), et toutes les communes de l'agglomération enregistrent des gains de population.



Cette dynamique s'explique par l'attractivité du territoire, notamment pour les communes de la première couronne (emploi, offre de logement et de services,...).

Enfin, la pyramide des âges vieillit comme partout en France mais conserve également une proportion importante de jeunes (1 habitant sur 4 est âgé de moins de 20 ans). D'où une attention particulière portée par les collectivités sur un équilibre entre les politiques publiques touchant à l'enfance et la jeunesse et celles touchant au vieillissement (aide à domicile et offre d'hébergement).

L'ESS sur la Communauté d'Agglomération de La Roche-sur-Yon :

615 établissements employeurs

7 822 salariés

24 % de l'emploi salarié privé du territoire

Une masse salariale brute de plus de 200 millions d'euros



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale et
Solidaire des Pays de la Loire



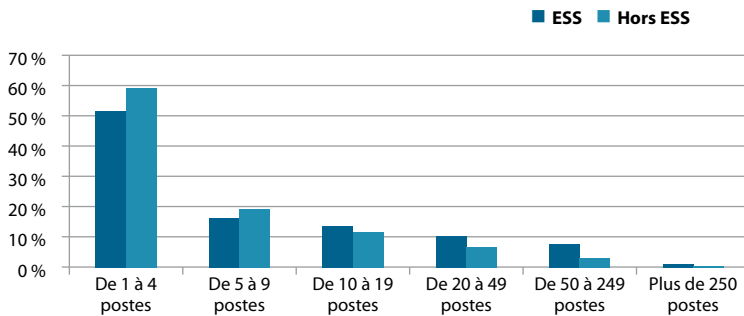
Les établissements employeurs

Une prédominance du secteur associatif

Avec 532 établissements, le secteur associatif représente à lui seul plus de 85 % des employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire de La Roche-sur-Yon Agglomération.

Les coopératives sont également nombreuses sur le territoire avec 61 établissements. Ce sont autant des banques coopératives que des coopératives d'artisans telle, par exemple, Vendée Sani-therm qui est une coopérative d'achats pour les artisans.

Répartition des établissements employeurs de l'ESS selon leur taille



Source : Insee, DADS 2009, traitement : Observatoire de l'ESS

Un peu plus de la moitié des établissements relevant de l'ESS comptent moins de 5 salariés. La proportion dans les entreprises hors ESS s'élevant, quant à elle, à près de 60 %. Concernant les entreprises de plus de 10 postes de La Roche-sur-Yon Agglomération, celles appartenant à l'ESS sont plus nombreuses que les entreprises hors ESS, contrairement à l'échelle nationale et régionale.

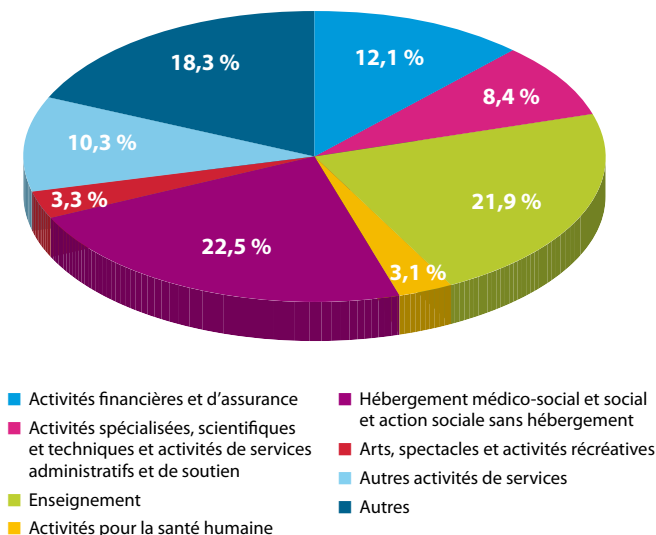
Les activités

Les activités de l'Économie Sociale et Solidaire concernent, sur La Roche-sur-Yon Agglomération comme ailleurs, un large éventail des besoins de la vie quotidienne, avec une forte proportion centrée sur :

- **L'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement** (13 % des établissements et 22,5 % des salariés)
- **L'enseignement** (11 % des établissements et 22 % des salariés)
- **Les activités récréatives, artistiques et de spectacles, dont le sport** (24 % des établissements et 3 % des salariés)

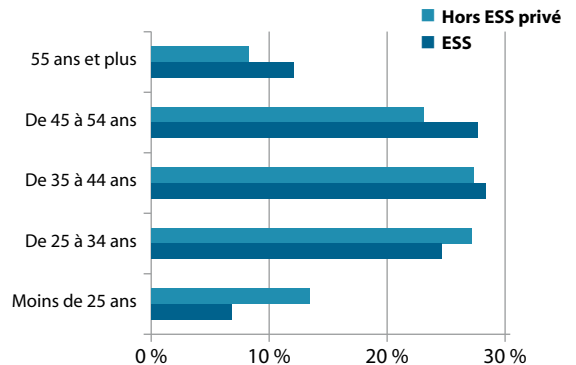
Lorsque l'on raisonne par statut, ce sont les associations qui sont les plus nombreuses dans ces champs d'activité. Les coopératives étant plus présentes dans les activités financières et d'assurance.

Répartition des salariés de l'ESS par secteur d'activité



Les conditions d'emploi

Une proportion de seniors plus importante dans l'Économie Sociale et Solidaire



Source : Insee, DADS 2009, traitement : Observatoire de l'ESS

Au 31 décembre 2009, sur le territoire de la Roche-sur-Yon Agglomération, 40 % des salariés sont âgés de plus de 45 ans (dont 12 % chez les 55 ans et plus) contre 31,5 % dans le reste du secteur privé. Cette proportion laisse présager des perspectives d'embauche dans les prochaines années assez importantes.

La répartition par catégorie socioprofessionnelle (CSP) montre que la structure d'emplois de l'Économie Sociale et Solidaire sur la Roche-sur-Yon Agglomération se distingue clairement de celle du secteur privé hors ESS. Ainsi, l'ESS est marquée par une moindre proportion d'ouvriers, une plus forte proportion d'employés, de professions intermédiaires et de cadres, en raison de l'importance du secteur tertiaire dans l'ESS.

La structure de l'emploi de l'Économie Sociale et Solidaire

Sur La Roche-sur-Yon Agglomération, 64 % des emplois relevant de l'ESS sont exercés à temps complet alors que cette proportion atteint 82 % dans le secteur privé hors ESS.

Des différences apparaissent selon le statut juridique. Alors que la proportion de salariés à temps complet dans les coopératives atteint près de 90 % (soit une proportion supérieure à celle du secteur privé hors ESS), 53,4 % des salariés associatifs sont à temps plein. Ce phénomène pourrait s'expliquer notamment par la forte présence d'emplois partiels dans certains secteurs d'activités, tels que les services à la personne, le sport et la culture.



Les constats et les enjeux du secteur

Il convient d'alerter le lecteur sur la prudence à apporter aux propos développés ci-dessous. En effet, autant les constats et enjeux sont partagés par les acteurs de l'ESS, autant la vision politique reste partielle (un seul élu municipal a été interrogé, les autres acteurs institutionnels étant des techniciens des collectivités).

Les constats partagés

L'Économie Sociale et Solidaire, bien que représentant un potentiel d'emplois plus important que le secteur industriel sur le territoire, est peu présente dans les politiques de développement. Les acteurs institutionnels déclarent d'ailleurs ne pas en distinguer les contours. La définition par le seul critère du statut reflète une telle diversité et hétérogénéité de structures et de champs d'actions qu'elle est peu identifiée comme un secteur à part entière. L'ESS n'est pas perçue comme un axe de politique publique, aucun interlocuteur politique privilégié n'est identifié par les acteurs. Pour autant, l'agglomération soutient les structures d'insertion ou d'aide à l'emploi, mais sans appréhender spécifiquement la question de l'appartenance à l'ESS.

Certains acteurs de l'ESS nous ont fait part de la difficulté à cerner les besoins du secteur associatif. Les associations sont rarement perçues comme des acteurs économiques mais plutôt comme des structures répondant à des besoins sociaux. Ainsi, certains acteurs institutionnels ont une vision partielle du tissu associatif le réduisant souvent aux seuls secteurs du sport, des loisirs et de la culture.

En ce qui concerne les acteurs de l'ESS, il n'existe pas de structuration transversale ni pour le secteur associatif ni pour l'ensemble de ses familles. Comme partout, certains acteurs associatifs sont fédérés dans des réseaux d'appartenance et les coopérations existantes sont surtout sectorielles et verticales.

Globalement, cette méconnaissance ne semble pas freiner le développement d'une vie associative très dense sur le territoire. Sur La Roche-sur-Yon notamment, 9 maisons de quartiers participent à l'animation de la ville, ce qui est plus que significatif pour une commune de 50 000 habitants.

Enfin, il faut noter qu'il existe une dynamique entrepreneuriale forte sur le territoire, aussi bien en termes d'accompagnement à la création d'entreprise, qu'en termes de coopération (existence de clubs d'entrepreneurs).

Les enjeux partagés

Même si des questionnements autour de la définition de l'Économie Sociale et Solidaire perdurent (« qu'y a-t-il de commun en termes de valeurs et de pratiques entre une grande mutuelle et une association ? »), il existe un consensus sur la nécessité de mieux faire connaître et reconnaître l'ESS et de favoriser la coopération entre les structures du secteur.

Pour y parvenir, les acteurs souhaiteraient :

- ▶ Faciliter l'interconnaissance et le dialogue entre acteurs de l'ESS de secteurs d'activités différents et développer le sentiment d'appartenance à ce secteur
- ▶ Donner une meilleure lisibilité à l'ESS sur le territoire
- ▶ Rechercher des passerelles entre ESS et économie classique
- ▶ Valoriser le poids économique de l'ESS auprès des élus afin qu'elle soit mieux prise en compte dans les politiques publiques.



Pistes d'actions

pour renforcer et développer l'Économie Sociale et Solidaire sur l'agglomération de La Roche-sur-Yon

- ▶ Sensibiliser les élus à l'Économie Sociale et Solidaire et à sa contribution au développement du territoire
- ▶ Communiquer davantage afin de faire connaître les activités des structures et leur impact en termes de développement économique et d'emplois
- ▶ Mettre en place des échanges réguliers entre acteurs de l'ESS afin de favoriser l'interconnaissance





La méthodologie du diagnostic

Cette démarche participative et prospective a pour finalités de :

- mettre en commun le regard que portent les différents acteurs politiques, économiques et sociaux sur l'Économie Sociale et Solidaire sur leur territoire,
- leur permettre d'envisager des actions opérationnelles communes pour développer la création d'activités et l'emploi à moyen ou long terme.

Mobilisation des acteurs

7 acteurs des collectivités et services de l'Etat agissant sur le territoire – 1 élu et 6 techniciens – ont été interviewés. En parallèle, les structures de l'ESS ont été interrogées lors d'une table-ronde. Elles ont également rempli à cette occasion le questionnaire sur leurs pratiques de coopération. Par la suite, une consultation collective a été menée. Au total, 28 acteurs du territoire ont été mobilisés tout au long de ce diagnostic.

Phase 1 : Etat des lieux de l'ESS sur le territoire

Plusieurs outils sont utilisés :

- Les données commandées à l'INSEE et traitées par l'Observatoire de la CRESS concernant les structures du champ de l'ESS sur le territoire
- Des entretiens individuels avec les acteurs institutionnels concernés par ou en lien avec l'ESS sur le territoire
- Une table-ronde avec les structures de l'ESS
- Un questionnaire sur les pratiques de coopération des acteurs de l'ESS du territoire
- Une consultation collective (avec les structures de l'ESS et les acteurs institutionnels) sur les premiers constats de la CRESS et du CEAS 85 durant la phase d'état des lieux.

Phase 2 : Travail et réflexion prospective

Cette seconde phase a pour finalité de co-construire une réflexion prospective sur la mise en place d'actions opérationnelles, actions permettant de développer, à moyen ou long terme, l'ESS sur le territoire par la création d'activités et donc d'emplois.

Face à la diversité des attentes des acteurs et au temps de mobilisation nécessaire à la mise en œuvre de cette démarche, cette réflexion prospective n'a pu être menée et a donc été adaptée à la situation vendéenne. Ainsi il a été décidé collectivement de travailler à la réalisation d'actions à court terme pour « tester » la capacité du groupe à travailler ensemble.

Phase 3 : Restitution publique et valorisation

Tous les participants au diagnostic ainsi que des acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire seront conviés à un temps fort autour des résultats de l'étude, également diffusés au travers d'une publication synthétique. Cette restitution publique aura pour objectifs de communiquer l'état des lieux mené par la CRESS mais également de valoriser les structures et initiatives du champ de l'ESS sur l'agglomération de La Roche-sur-Yon et d'échanger sur les suites possibles à donner à cette démarche.

Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS)

42 rue des Hauts Pavés - 44000 Nantes
Tél 02 40 74 02 49 / cress.pdl@cress-pdl.org
www.cress-pdl.org



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale et
Solidaire des Pays de la Loire

Pour en savoir plus, consultez le portail
de la CRESS : www.cress-pdl.org

Vous y retrouverez le référentiel évolutif de
la démarche de diagnostic partagé proposée
par la CRESS ainsi que toutes les publications
de l'Observatoire Régional de l'Économie Sociale
et Solidaire.

Directeur de publication : Jacques STERN

Comité de rédaction : Simon ECUYER

Karine FENIES DUPONT

Marie-Christine GOUSSEAU
(CEAS 85)

Anne LE POCHAT

Fabienne MADEC

Les partenaires financiers du diagnostic :

